



La mort de **Marcel Côté** crée un choc à Montréal *Page A 3* 

# LE DEVOIR

Vol. CV Nº 115

LE DEVOIR, LE LUNDI 26 MAI 2014

1, 13 \$ + TAXES = 1, 30 \$

POINT CHAUD

## Trudeau défend le droit absolu des femmes à l'avortement

Le chef libéral estime que ce n'est pas au gouvernement d'encadrer le recours aux avortements sélectifs

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

est au nom du droit absolu des femmes au libre-choix que Justin Trudeau refuse que le gouvernement fédéral s'immisce d'une quel-conque façon dans l'encadrement des avortements au Canada. Le débat sur les avertements

ments au Canada. Le débat sur les avortements sélectifs ou tardifs ne relève pas d'Ottawa, dit ainsi le chef libéral.

«Ma position est très claire: le Parti libéral du Canada [PLC] ne croit pas que c'est la job du Parlement d'imposer des limites au choix des femmes, a soutenu Justin Trudeau en entretien avec Le Devoir, samedi. Je sais que le milieu médical est déjà préoccupé par cette question [des avortements sexo-sé-

lectifs]. Mais pour moi, le choix d'une femme informée par son médecin est un droit à défendre.»

Même chose en ce qui concerne les avortements tardifs: M. Trudeau se fie là aussi au bon jugement des médecins pour déterminer la limite acceptable. «Ce qu'ils font déjà », dit-il.

Le PLC «ne veut pas rouvrir le débat sur l'avortement», indique son chef. Mais des propos tenus par M. Trudeau le 7 mai l'ont toute-fois indirectement remis à l'avant-plan.

En réaction à une initiative de la Campaign Life Coalition — qui souhaite noyauter les associations des principaux partis pour faire élire des candidats pro-vie dans les 30 nouvelles circonscriptions qui

VOIR PAGE A 8: TRUDEAU

Justin

Trudeau

#### Aujourd'hui



**Le Monde Le milliardaire Petro Porochenko** est donné vainqueur de la présidentielle en Ukraine. *Page B 1* 

**Le général Jaruzelski,** dernier dirigeant communiste de Pologne, s'éteint à 90 ans. *Page B 2* 



Dolan à Cannes: « Une grande fierté »



JOEL RYAN/INVISION/ASSOCIATED PRESS

**Le cinéaste québécois Xavier Dolan** figure en très bonne place au palmarès du 67<sup>e</sup> Festival de Cannes. S'il n'a pas décroché la Palme d'or que plusieurs lui décernaient pour son cinquième long métrage, *Mommy*, il n'en a pas moins obtenu samedi le Prix du jury, *ex æquo* avec Jean-Luc Godard, récompensé pour *Adieu au langage*.

Le texte d'Odile Tremblay, page B 8. L'éditorial de Josée Boileau, page A 6.

## La ville comme toile de fond

Montréal devient le point de chute nord-américain du réseau européen qui veut faire circuler les œuvres médiatiques exploitant les façades, les écrans et d'autres sites urbains. Un premier symposium organisé à Montréal sous cette bannière s'ouvre ce lundi.

FRÉDÉRIQUE DOYON à Berlin

e projet montréalais Mégaphone répercutait la parole citoyenne en mots projetés sur une façade du centre-ville; 21 Obstacles, du studio de design Daily Tous les jours, y proposait un jeu de pinball géant activé par textos. Ce genre de projections participatives ou interactives que propose le Quartier des spectacles a des petits cousins à travers le monde. Lancé par une Berlinoise, Connecting Cities Network (CCN) entend rallier la grande famille d'œuvres urbaines

VOIR PAGE A 8 : VILLE



MOMENT FACTORY
Le Mégaphone du Quartier des spectacles, à Montréal

Missions de Paix

# L'ONU en attend plus du Canada

MÉLANIE LOISEL

A vec le retrait officiel des troupes canadiennes en Afghanistan, l'Organisation des Nations unies (ONU) souhaite que le gouvernement Harper se réengage et mette à profit son expertise pour participer davantage aux missions de paix.

«On voudrait vraiment voir le Canada augmenter et accroître ses contributions», a clairement indiqué Edmond Mulet, le sous-secrétaire de l'ONU chargé des missions de paix, lors d'une entrevue accordée au *Devoir* dimanche alors qu'il est de passage à Montréal pour donner une conférence cette semaine à la Chaire Raoul-Dandurand à l'UQAM.

«Il ne s'agit pas d'avoir plus de troupes ou de bottes sur le terrain. La contribution canadienne peut être au niveau du transport aérien, de l'établissement de l'État de droit, de la sécurité et de la formation de policiers», précise M. Mulet, un diplomate de carrière originaire du Guatemala. «On a aussi beaucoup besoin d'experts francophones puisque la majorité de nos missions sont en Afrique», ajoute-t-il.

Après plus d'une décennie passée en Afghanistan, le grand chef des opérations de paix de l'ONU soutient que les militaires canadiens de même que les experts civils pourraient surtout aider les Nations unies à faire face aux attaques terroristes ou encore à celles d'engins explosifs fabriqués par des groupes rebelles. «Notre présence sur le terrain pour ces groupes n'est pas convenable. Nous sommes parfois leur

VOIR PAGE A 8: ONU

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## La France provoque un séisme politique

CHRISTIAN RIOUX

ì Paris

U ne colère sourde gronde en Europe. Les eurosceptiques ont fait une percée majeure à l'occasion des élections qui se tenaient dimanche dans les 28 pays membres de l'Union européenne. En France, où le Front national (FN) arrive largement en avance, cette grogne a provoqué un véritable séisme, dont l'onde de choc n'a pas fini de se répercuter d'Helsinki à Lisbonne

Pour la première fois dans une élection nationale, le FN est arrivé premier loin devant les grands partis de droite (UMP) et de gauche (PS). Pays fondateur de l'Union européenne, pour la première fois de son histoire, la France va envoyer à Bruxelles une forte majorité de députés eurosceptiques qui réclament notamment la fin de la monnaie unique. Avec 26% des voix, le FN quadruple ses soutiens et devance de loin l'UMP qui ne recueille que 20% des sufrages. Quant aux socialistes ils essuient un

VOIR PAGE A 8: FRANCE

Lire aussi : La Chronique de François Brousseau: Le choc. Page B 1



L'accès aux transports en commun pour les personnes à mobilité réduite

## LE DROIT DE SAVOIR

État de la situation en ville et en région

À Canal Savoir, ce soir 20 h

PARTENAIRE MÉDIA : LE DEVOIR

Une coproduction de :





Sur les ondes de :



CANALSAVOIR.TV

## ACTUALITES

SUITE DE LA PAGE 1

cible alors le Canada, qui est passé par cette expérience en Afghanistan, pourrait nous aider», mentionne-t-il en ajoutant que l'aide d'Ottawa serait aussi fort appréciée pour améliorer les unités de communications, d'ingénierie et même de renseignement.

Ces dernières années, les missions de l'ONU se sont complexifiées alors que les conflits sont devenus «transnationaux». En fait, de plus en plus d'acteurs sont engagés dans les conflits, ce qui demande à l'ONU d'énormes ressources financières, mais aussi des ressources humaines et matérielles.

Un bon exemple est le cas du Mali, où l'ONU doit prendre en considération la menace des groupes djihadistes dans le nord du pays en plus de devoir conjuguer avec le trafic de drogue du golfe de Guinée, le trafic d'armes en Libye et le trafic d'êtres humains dans les pays avoisinants. En Centrafrique, la situation est quelque peu différente, mais elle est tout aussi critique. Étant donné que la population centrafricaine est très dispersée sur un territoire aussi grand que la France et la Belgique réunies, l'ONU peine à assurer la sécurité dans tout le pays.

«Notre premier besoin et notre grande priorité sont vraiment d'augmenter le transport aérien et d'avoir plus d'hélicoptères militaires et civils à notre disposition non seulement en Centrafrique, mais dans la majorité des pays où nous avons des missions», mentionne M. Mulet en spécifiant que 17 missions de paix sont en



MICHAËL MONNIER LE DEVOIR

Edmond Mulet, sous-secrétaire de l'ONU chargé des missions de paix

cours dans le monde.

À cet égard, le Canada pourrait faire davantage pour prêter main-forte aux Casques bleus. Or, Ottawa a seulement dépêché un avion militaire au Mali en janvier 2013 lorsqu'une opération a été menée pour déloger les forces islamistes du nord du pays. Le premier ministre Harper avait alors refusé que les troupes canadiennes s'engagent sur le terrain.

#### Le cas par cas canadien

Depuis son arrivée au pouvoir, le premier ministre a d'ailleurs grandement modifié la politique étrangère canadienne en tournant le dos aux Casques bleus. Le gouvernement conservateur analyse désormais au cas par cas son engagement dans les missions de paix en prenant généralement en considération l'aspect sécuritaire, mais aussi et surtout ses intérêts économiques.

À plus d'une reprise, de nombreux experts au

pays ont décrié ce changement d'orientation du gouvernement Harper d'autant plus que le Canada a joué un rôle d'importance dans les opérations de maintien de la paix au cours du dernier siècle. Ottawa a envoyé en mission plus de 120 000 Casques bleus depuis leur création, par l'ancien premier ministre canadien Lester B. Pearson, en 1956.

En prenant bien soin de ne pas se mêler de la politique intérieure canadienne, M. Mulet a tout de même constaté que le Canada a été moins présent sur le terrain ces dernières années, tout comme d'autres pays de l'OTAN engagés en Afghanistan. «Mais beaucoup de ces pays sont en train de revenir à l'ONU», dit-il avec une voix remplie d'espoir. «Et quand il y a eu la crise en Haïti, le Canada a quand même été le premier pays à répondre présent», s'empresse-t-il de souligner.

Même s'il souhaite que les pays comme le Canada contribuent davantage à assurer la paix dans les zones de conflit, M. Mulet est conscient qu'il n'est pas toujours facile pour les gouvernements de convaincre la population de la nécessité de s'engager à l'étranger. «Pourquoi aiderait-on la Centrafrique?», demande le soussecrétaire général de l'ONU, qui comprend que les gens se disent «mais qu'est-ce qu'on va aller faire là-bas?». Devant toutes ces crises internationales, M. Mulet rappelle «qu'il y a une responsabilité collective» face à des populations en détresse qui ont besoin d'aide. Et puisque les troupes canadiennes sont reconnues et respectées dans le monde, M. Mullet lance cet appel: «On en a vraiment besoin. On apprécierait beaucoup cette contribution canadienne.»

Le Devoir



PIERRE ANDRIEU AGENCE FRANCE-PRESSE Marine Le Pen a savouré la victoire du Front national en France lors des élections européennes.

gnificative. Jean-Claude Juncker n'est d'ailleurs pas assuré de présider la Commission. En effet, ce sont les chefs d'État et de gouvernements regroupés au sein du Conseil européen qui nomment le président. Le Conseil n'est pas obligé d'obéir au vote de dimanche, mais doit simplement en «tenir compte». Les tractations dureront de longues semaines et l'on soupconne Angela Merkel d'avoir son propre candidat caché. Le nom de l'ancien directeur de l'OMC, Pascal Lamy, est un de ceux qui reviennent le plus souvent.

A Paris, compte tenu du coup de tonnerre politique survenu dimanche, le président François Hollande a çonvoqué une réunion de crise lundi matin à l'Elysée. On s'attend aussi à ce que l'échec de l'UMP dimanche accentue les rivalités en son sein.

À 57%, l'abstention est légèrement en baisse, mais elle a atteint jusqu'à 87% en Slovaquie. Le parti de l'abstention demeure de loin le premier parti européen.

Le Devoir

### FRANCE

SUITE DE LA PAGE 1

échec historique avec à peine 14% des voix. Le pire résultat du parti depuis 1994.

«Ce scrutin est plus qu'une nouvelle alerte, c'est un choc, un séisme, a aussitôt reconnu le premier ministre, Manuel Valls, qui n'hésite pas à qualifier de «médiocres» les scores de la majorité. Tous les analystes, sans exception, parlent d'un «coup de tonnerre». Pour le député UMP Henri Guaino, dissident dans son propre parti, ce vote exprime «une vraie révolte dans notre pays [...]. L'Europe ne peut pas continuer comme ça. Les Français ne le supportent plus».

«La France étonne le monde, c'est sa vocation», a claironné le vice-président du FN, Florian Philippot, sur les ondes de la chaîne nationale France 2. La présidente du FN, Marine Le Pen savourait cette victoire, qui survient après une forte progression du parti aux élections municipales il y a deux mois à peine.

«Nous avions raison d'avoir confiance dans les Français, a-t-elle déclaré. Le peuple souverain a parlé haut et clair, il a clamé qu'il voulait re-prendre les rênes de son destin. » Le FN arrive en tête dans cinq des huit régions électorales. Même celles qui votent traditionnellement à gauche, comme la Bretagne et l'Île-de-France, ont accordé la seconde place au FN.

Pour l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères Hubert Védrine, «il y a un problème de fond. Le fossé entre les élites européistes et le peuple n'a jamais cessé de se creuser. [...] Les peuples européens ne veulent plus du schéma pseudo-fédéraliste. Il faut changer de ton et sortir du mépris».

#### Une vague eurosceptique

SUITE DE LA PAGE 1

en Autriche.

On ne savait pas dimanche soir si Marine Le Pen, alliée à plusieurs partis d'extrême droite en Europe, arriverait à créer un groupe au Parlement européen. Chose certaine, dans de nombreux pays, les eurosceptiques ont marqué

pour faire rayonner leur contenu tant social

rique, puis le Partenariat du Quartier des spec-

tacles se sont joints au réseau, qui compte une

vingtaine de partenaires dans 16 villes du

monde, dont le réputé festival Ars Electronica

veloppés par le Quartier des spectacles], Mont-

réal a une infrastructure fantastique. C'est sou-

vent le premier exemple que je donne avec [le Fe-

deration Square de] Melbourne pour les sites dé-

coulant d'une planification urbaine», souligne

Susa Pop, cofondatrice du Public Art Lab (PAL)

Un premier symposium se déroule lundi et

mardi sous cette bannière, dont la mission est de développer une infrastructure de façades média-

tiques, d'écrans et de sites urbains de projections

à l'échelle internationale. Pour faire des villes des

projets; tous nos partenaires ont besoin de bon

contenu culturel, alors pourquoi ne pas montrer ce

que Montréal fait à Melbourne ou à São Paolo?»,

propose la Berlinoise. Ce type de projets média-

tiques coûte cher, parfois 10000 euros pour un seul

projet, et c'est dommage si on ne les présente qu'une

fois pendant quelques jours ou une semaine.»

«Avec le réseau, on mise sur la circulation des

toiles de fond d'art public interconnectées.

de Berlin, qui a ouvert la voie à CCN en 2012.

«Avec ses sites permanents de projection [dé-

Mutek, festival de musique et d'art numé-

qu'artistique, et même les voir dialoguer.

Au Royaume-Uni, le United Kingdom Independence Party (UKIP) était crédité de la première place par la BBC. La formation de l'eurosceptique Nigel Farage, qui a déjà fait une percée aux élections locales, remporterait 24 sièges, devant les travaillistes et les conservateurs.

des points. Ils pourraient occuper près de 130

sièges sur les 751 du Parlement de Bruxelles.

La presse britannique titrait dimanche que les pressions s'accentuaient sur le premier ministre, David Cameron, pour qu'il devance à 2016, plutôt qu'en 2017, le référendum qu'il a déjà promis sur la participation du Royaume-Uni à l'Union européenne.

En Autriche, les nationalistes du Parti de la liberté autrichien (FPÖ) obtenaient 19,5% des voix. Au Danemark, le Parti populaire danois, au programme anti-immigration et eurosceptique, est arrivé en tête avec 23%. En Finlande et aux Pays-Bas, l'extrême droite antieuropéenne a cependant enregistré des déconvenues.

A l'extrême gauche, mais tout aussi eurosceptique, Syriza (gauche radicale) est arrivé premier en Grèce, légèrement devant la Nouvelle Démocratie (ND), du premier ministre Antonis Samaras.

En Allemagne, les chrétiens-démocrates de la chancelière Angela Merkel obtiendraient 36% des voix, dix points de plus que les sociaux-démocrates qui enregistrent tout de même une progression à 27,5%. Le nouveau parti anti-euro Alternative pour l'Allemagne (AFD) créé l'an dernier et qui plaide pour une sortie de la monnaie unique européenne fera son entrée au Parlement européen avec un score de 6,5%

#### Quel président?

Le candidat à la Commission européenne du regroupement des partis de droite (PPE), Jean-Claude Juncker, a revendiqué la victoire sur son adversaire, le social-démocrate Martin Schulz (PSE). La droite perdrait 63 sièges selon les estimations, mais resterait la première formation à Bruxelles. En réalité, les rapports entre la gauche et la droite au Parlement européen ne devraient guère changer de façon si-

C'est pour se réapproprier l'espace public

envahi par la pub qu'est né le réseau en 2012

en Europe. Déjà en 2008, le Public Art Lab or-

ganisait son premier festival de façades média-

tiques en réaction à l'accaparement commer-

cial de ces surfaces publiques dans un Berlin

en pleine gentrification. Ces facades ont diffé-

rents usages (branding, publicité, repère ur-

bain), et CCN veut en faire des plate-

«On voulait explorer le potentiel socio-

culturel des façades et des écrans urbains.

On a invité des artistes à faire des œuvres

participatives et in situ. Cela a donné des

résultats très intéressants: il y avait telle-

ment de bons projets qui exploraient com-

ment produire du média en incluant

aussi le public dans le processus. Les fa-

çades devenaient des scènes numériques Susa Pop

L'édition 2010 du festival élargit le dialogue

au-delà des frontières physiques de Berlin. Certaines projections se constituaient donc en

faisant participer les citoyens de sept villes.

C'est l'embryon du CCN financé à 50% par

l'Union européenne, qui y voyait « des occasions

de rapprocher les villes européennes», rapporte

Chaque année, une douzaine de projets d'art

public numérique sont ainsi générés par les par-

tenaires. Ils forment un bassin d'œuvres dans le-

quel puisent les partenaires pour décliner leur

programmation à leur goût. Des exemples? Le

Par télécopieur

Experts de l'art numérique urbain

formes communautaires.

pour les citoyens. »

SMSlingshot de VR/Urban invite les passants à catapulter leur texto sur une façade pour forger une agora numérique. Antoine Schmitt a créé City Sleep Light qui traduit en lumière l'intensité des activités d'une ville — ses émissions lumineuses, ses transactions bancaires, etc.

Plusieurs événements, conférences, ateliers se déroulent aussi annuellement dans les dif-

> férentes villes représentées par les membres. Comme le symposium Connecting Cities qui se tient au Centre PHI de Montréal jusqu'à mercredi. Conférences et ateliers réunissent les experts d'ici et d'ailleurs sur l'art numérique urbain autour de trois thématiques: la ville participative, la ville visible, la ville connectée. L'apport des cultures numériques à cette dernière y sera discuté. L'artiste montréalais d'origine mexicaine Rafael Lozano-

Hemmer y présentera ses plateformes d'intervention urbaine articulées autour du concept d'architecture relationnelle. Les membres du réseau feront de même. L'accès est public et

Fort de son association avec CCN, Mutek travaille à un événement médiatique en simultané avec Verve Cultural, à São Paulo, ville qui partage le même fuseau horaire. Une perspective de développement réjouissante alors que le festival, qui débute mardi, célèbre ses 15 ans d'existence conjointement avec Elektra, sous l'acronyme EM15.

Par télécopieur

Le Devoir

514 985-3340

### TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE 1

seront en jeu en 2015 —, Justin Trudeau a décrété que, pour être candidat libéral, une personne devra «s'engager à voter pro-choix, quelle que soit la proposition qui survient». Point barre. Les pro-vie déjà membres de son équipe profiteront toutefois d'une sorte d'amnistie.

La position du PLC rejoint celle du NPD et du Bloc québécois, mais elle a suscité de très nombreuses réactions dans la presse anglophone du pays (le cardinal Thomas Collins, de Toronto, s'en est aussi mêlé).

#### **Doutes éthiques**

Certains chroniqueurs ont notamment fait valoir que Justin Trudeau privera ses troupes de candidats qui seraient pro-choix, mais auraient des doutes éthiques sur le recours aux avortements sélectifs ou tardifs. Depuis le jugement Morgentaler en 1988, l'avortement n'est plus un crime au Canada. Mais aucune loi n'encadre la pratique. Et ça ne changerait pas sous un gouvernement Trudeau.

«Ce que les gens doivent comprendre, dit-il, c'est que le PLC va toujours défendre ce droit des femmes » de choisir. En légiférant, «le gouvernement ne ferait que limiter les droits. Il s'immiscerait dans un débat qui finirait trop facilement par enlever des droits aux femmes. Le PLC est le parti de la Charte des droits et libertés, il défend donc les libertés individuelles, dont celle du librechoix d'une femme au sujet de l'avortement».

Quant aux candidats libéraux qui voudraient faire valoir leur réticence devant les avortements sexo-sélectifs, Justin Trudeau dit que «les opinions personnelles sont bienvenues au PLC. Mais le parti est pro-choix et va le demeurer», martèle-t-il.

Au Canada, l'existence du recours aux avortements décidés selon le genre du fœtus (ce que certains appellent «fæticide féminin») a été révélée en janvier 2012 par l'ancien rédacteur en chef du Journal de l'Association médicale canadienne, Rajendra Kale. Il s'inquiétait notamment du déséquilibre observé dans le ratio entre les sexes chez les enfants de familles canadiennes originaires de certains pays d'Asie.

#### Relever le parti

Justin Trudeau a par ailleurs participé samedi à la première journée du congrès biennal de l'aile québécoise du parti, à Victoriaville. Quelque 500 militants ont assisté à l'exercice présenté comme une préparation électorale. Trois ans après la dégelée électorale du PLC (qui avait fait élire sept députés au Québec), le chef Trudeau dit qu'il y a toujours « des ponts à rebâtir avec le Québec».

«Le grand défi, pour nous, c'est de retisser un lien de confiance avec les Québécois, exprime M. Trudeau. Mais c'est un défi qui est aussi vrai un peu partout au pays, où le PLC a perdu énormément de sièges en 2011. » La recette? «Le contact humain, répond-il. Il faut parler des priorités des gens, être à l'écoute, démontrer que le Canada va mieux quand les Québécois sont pleinement participants dans notre gouvernance. Ça fait trop longtemps que les Québécois sont en opposition [au fédéral]. Moi, je veux des candidats québécois forts pour avoir des ministres québécois forts. »

M. Trudeau pense que les Québécois sont «tannés de Stephen Harper», et qu'ils «veulent un gouvernement à l'image des valeurs que nous avons au Québec et ailleurs au pays».

«Quand on voit ce sur quoi le gouvernement conservateur mise — notre monarchie, notre histoire militaire, l'appartenance britannique —, ça ne me surprend pas que les Québécois se sentent plus ou moins interpellés par cette conception du Canada que véhicule M. Harper», indique Justin Trudeau. Samedi, La Presse +faisait état d'une enquête menée pour le Conseil privé qui révélait que le sentiment d'appartenance des Québécois à l'égard du Canada a diminué depuis une décennie.

«Ie peux rassurer les Québécois, il y a bien des gens du ROC qui se questionnent profondément sur ce que M. Harper fait de notre identité collective depuis presque dix ans», affirme le député de Papineau. Lui promet qu'un gouvernement libéral remettrait au goût du jour des «symboles que le gouvernement conservateur a complètement mis de côté et qui, pour bien des gens, sont des éléments de fierté du Canada». Il cite le «bilinguisme, la Charte, les grandes contributions à l'international».

Le Devoir

#### Justin Trudeau en cinq dates

**1971:** Naissance à Ottawa, alors que son père est premier ministre.

**2000:** Discours remarqué aux funérailles de Pierre Elliott Trudeau, qui marque symboliquement son entrée en politique.

2008: Élu député de Papineau, une circonscription bloquiste.

2012: Il se lance dans la course au leadership du Parti libéral du Canada (PLC).

2013: Élu chef du PLC avec 80% d'appuis au premier tour.

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ♥ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h Renseignements et administration : 514 985-3333



La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541 Par courriel redaction@ledevoir.com Par télécopieur 514 985-3360

sur Facebook et sur Twitter

**Publicité** Au téléphone 514 985-3399 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

#### Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344 avisdev@ledevoir.com Par courriel Par télécopieur 514 985-3340

#### **Petites annonces** et publicité par regroupement Au téléphone 514 985-3322

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30) Au téléphone 514 985-3355 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559 Par courriel abonnements@ledevoir.com Par télécopieur 514 985-5967

#### Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346 Par télécopieur 514 985-3390

514 985-3390